

L'aquilon

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 20 numéro 5, 4 février 2005

Blanchet purgera sa peine dans la collectivité

Marcel Blanchet a reconnu avoir dérobé plus de 5000 \$ à la Commission scolaire francophone de division au courant des années 2000 et 2001.

Page 2

Musiciens de l'Ouest

Les Fistons comblent le vide

Francos, folk, rigolos, fêtards et avec un membre écolo. Voici Les Fistons.

Page 3

Les joies de l'hiver et autres propos

Page 5

Hockey mineur à Fort Resolution

D'heureuses conséquences

On dit parfois que le sport c'est la santé. Pour la petite communauté autochtone de Fort Resolution, c'est même une question de santé sociale.

Page 7

Les French Frogs gagnent le tournoi dans leur division

Reportage photos

Page 9

Sommaire

Éditorial	Page 4
Horoscope	Page 12
Mots croisés	Page 12
Offres d'emploi	Page 11



Batiste W. Foisy \L'Aquilon

Martin Deschenes vous lance le ballon jusqu'en page 8.

L'APADY songe sérieusement à poursuivre le gouvernement

Exaspérée par les tergiversations du ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, l'Association des parents ayants droit de Yellowknife envisage de prendre les grands moyens.

Batiste W. Foisy

« L'Association de parents ayants droit de Yellowknife (APADY), avec l'appui de la Commission scolaire francophone de division (CSFD), prend les moyens nécessaires pour entamer une poursuite judiciaire contre le GTNO. Nous espérons que la poursuite sera déposée par la fin février 2005. »

C'est ce qu'ont pu lire, cette semaine, les parents des élèves de l'École Allain St-Cyr dans une lettre signée par la présidente de l'APADY, Yvonne Careen, et encartée dans *L'Écho-lié*, le bulletin d'information interne de l'école.

Pour l'instant, aucune déclaration en ce sens n'a été déposée au greffe de la Cour, mais les intentions de l'APADY semblent de plus en plus arrêtées. Déjà, lors de la dernière réunion du Conseil scolaire, Yvonne Careen affirmait que l'APADY n'allait pas attendre « encore trois ou quatre semaines » avant d'en-

tamer un recours judiciaire. C'était il y a plus de deux semaines.

Ce que l'APADY reproche au GTNO, c'est de ne pas offrir les infrastructures nécessaires pour l'éducation de tous les enfants d'ayants droit de la capitale. « Nous voulons l'égalité », commente Yvonne Careen. Selon la présidente de l'APADY, il faudrait « au minimum » trois nouvelles salles de classes, un gymnase et une cafétéria pour combler les besoins toujours grandissant de l'École Allain St-Cyr.

L'Association de parents estime également qu'un agrandissement des locaux de l'École Allain St-Cyr pourrait se faire dans le cadre d'un projet de centre scolaire-communautaire. Or ce projet fait toujours l'objet d'un débat au sein de la communauté.

Processus

C'est au terme d'un long processus que l'APADY s'engage dans la voie

judiciaire. Depuis un an et demi, l'Association s'active à faire connaître les besoins d'infrastructures des élèves francophones de Yellowknife.

En septembre 2003, l'avocat de l'APADY, Roger Lepage, déposait un avis juridique à la CSFD et au GTNO faisant savoir que, en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, des services égaux en français devaient être dispensés aux enfants d'ayants droit. Ce qui, de l'avis de l'avocat, n'était pas le cas à Yellowknife. Trois mois plus tard, la CSFD déposait son rapport « L'égalité des chances », corroborant la thèse du manque d'espace à Allain St-Cyr.

En juillet 2004, une demande formelle d'agrandissement de l'École Allain St-Cyr a été envoyée au ministère de

APADY
Suite en page 2

www.aquilon.nt.ca

ÉCHOS des T.N.-O.

Batiste W. Foisy

Cinéma écolo

Écology North présentera, coup sur coup, deux documentaires sur le pétrole et ses affres. Le vendredi 11 février, à 19h30, au Northern United Place de Yellowknife, *Oil on Ice* sera projeté en présence du réalisateur, Baudoin Boudard. Il s'agit d'un film sur les conséquences de l'exploration pétrolière en Alaska sur l'environnement et le mode de vie des autochtones. La semaine suivante, le 18 février, au Northern United Place également, un autre film sera présenté : *The end of Suburbia*. Il s'agit d'un documentaire mordant sur la fin annoncée de l'Ère du pétrole et son impact sur le rêve américain.

Face à l'urgence

Le ministre des Affaires municipales et communautaires, Michael MacLeod, était à Ottawa la semaine dernière. Avec ses collègues des autres provinces et territoires, ainsi que la ministre fédérale de la Sécurité publique, Anne McLellan, ils ont développé une stratégie pancanadienne pour faire face aux situations d'urgence telles que les tempêtes de verglas, les inondations, les feux de forêt ou les crises sanitaires comme celle du SRAS. « La coopération à tous les paliers gouvernementaux est une chose critique quand il s'agit de se préparer aux situations d'urgence », a déclaré le ministre MacLeod. « Il s'agissait de la première rencontre des ministres provinciaux, territoriaux et fédéral portant sur la gestion des urgences en plus de dix ans », a-t-il ajouté. Les ministres ont convenu qu'à l'avenir ils se réuniront au moins une fois l'an.

Marijuana

Le 26 janvier, la Gendarmerie royale du Canada a découvert et saisi 725 grammes de marijuana à Fort Smith. Une arme à feu chargée ainsi que de l'argent ont également été saisis. Selon la GRC la drogue aurait une valeur de revente de 7 000 \$. Quelques jours plus tard, Gérald Olivier, a été inculpé de possession de drogue dans le but d'en faire le commerce. Olivier devra se présenter à la Cour territoriale de Fort Smith le 24 mars prochain.

Mariage gay

Outnorth, un groupe de défense des droits des personnes gays, lesbiennes, bisexuelles, bi-spirituelles et transgenres basé à Yellowknife, salue l'introduction à la Chambre des communes du projet de *Loi sur le mariage civil*. S'il reçoit l'aval du Parlement, ce projet de loi permettra aux conjoints de même sexe de se marier partout au Canada. « C'est la seconde étape dans la reconnaissance de droits égaux aux gays et lesbiennes », s'est enthousiasmé le porte-parole de Outnorth, Don Babey. Le député de Great Slave, Bill Braden, a pour sa part fait parvenir une lettre à sa député fédérale, la libérale Ethel Blondin-Andrew, dans laquelle il affirme son intérêt pour le projet de loi qu'il qualifie de progressiste. « En tant qu'un de vos concitoyens, je veux que vous sachiez que je suis tout à fait en faveur de ce changement, écrit-il. [...] Je me porte garant de faire mon possible pour que les lois territoriales sur le mariage soient modifiées sitôt la nouvelle loi fédérale promulguée. »

APADY

Suite de la page 1

l'Éducation, de la Culture et de la Formation. En novembre le ministère avisait qu'aucun travail n'avait été entrepris pour faire suivre cette demande à Patrimoine canadien, à qui incombe le financement de l'éducation en français langue première en milieu minoritaire.

Peu après, à la demande de l'APADY, la CSFD fait une demande en bonne et due forme pour un agrandissement de l'École Allain St-Cyr et ce, dans le cadre probable d'un

projet de centre scolaire –communautaire. Depuis, les demandes sont restées lettre morte. « Nous sommes tannés d'attendre », résume Mme Careen.

Co-demandeurs

D'ici à ce qu'une poursuite soit formellement entamée, si cela devait se produire, l'APADY multiplie le travail de corridor pour se dénicher des co-demandeurs.

Selon la lettre encartée dans *L'Écho-lié* de février, « deux parents »

se seraient déjà proposés pour se joindre au recours judiciaire potentiel. Selon l'information obtenue par *L'Aquilon*, l'Association franco-culturelle de Yellowknife et la CSFD auraient aussi été approchées.

Cette dernière refuse, jusqu'à présent, d'agir à titre de co-demandeur dans cette affaire. Lors de la dernière réunion du Conseil scolaire, toutefois, une résolution déclarant que la CSFD appuyait « moralement

» l'APADY a été votée à l'unanimité.

Le directeur général de la CSFD, Gérard Lavigne, explique que la CSFD est d'accord avec les revendications de l'APADY, mais qu'elle préfère user de diplomatie. « Nous voulons continuer de favoriser le dialogue », dit-il.

À ce sujet, le président de la CSFD, André Légaré, devait rencontrer le ministre de l'Éducation des TNO, Charles Dent, aujourd'hui même, le 4 février.

Blanchet purgera sa peine dans la collectivité

Marcel Blanchet a reconnu avoir dérobé plus de 5000 \$ à la Commission scolaire francophone de division au courant des années 2000 et 2001.

Batiste W. Foisy

Après qu'il a plaidé coupable, mardi, a un des deux chefs d'accusation de vol qui pesaient contre lui, Marcel Blanchet a été condamné à deux ans moins un jour d'emprisonnement qu'il purgera dans la collectivité. L'autre chef d'accusation a été levé.

Blanchet purgera sa sentence dans sa peine de Métis-sur-Mer, au Québec. Il sera assigné à résidence, mais pourra quitter son domicile pour son travail et pour s'occuper de ses animaux, car il réside sur une ferme.

En français, le juge Foisy, a également condamné Blanchet à remettre à la CSFD un montant de 10 000 \$ qu'il devra déboursier en deux versements de 5000\$, le premier devant être acquitté avant le 31 janvier 2006 et le second l'année suivante. Blanchet devra également acquitter une ordonnance de 62 000 \$.

Le juge Foisy a déclaré que la peine était clément compte tenu de la gravité des faits reprochés. C'est parce que l'accusé a reconnu sa culpabilité et qu'il doit s'occuper de ses trois filles de 14 à 20 ans ainsi que de sa conjointe malade qu'il n'ira pas derrière les barreaux, a ajouté le juge.

« J'espère que vous comprenez que cette chance qui

vous a été accordée [...] est une opportunité qui ne se présentera pas une seconde fois », a finalement dit le juge à Marcel Blanchet

Chèques en blanc

Blanchet, 56 ans, était secrétaire de la Commission scolaire francophone de division (CSFD) au moment des faits pour lesquels il est aujourd'hui puni se sont produits.

Il était alors monnaie courante que le président de la commission scolaire de l'époque, Jean-François Pître, signe des chèques en blanc à Blanchet pour qu'il se paye lui-même son salaire et ses bénéfices. C'est en ayant accès à ces chèques que Blanchet a, par acomptes successifs, détourné la CSFD.

Il était d'autant plus facile pour Blanchet de se servir dans la caisse de son employeur que la CSFD était alors une institution naissante et que, suite au décès de l'ancien directeur général, Terry Bradley, la direction était assumée bénévolement par les commissaires scolaires.

Selon l'actuel directeur général de la CSFD, Gérard Lavigne, il est peu probable qu'un tel incident survienne à nouveau. On ne signe plus de chèques en blanc à la CSFD, indique-t-il. La commission scolaire a revu ses pratiques comptables et s'est dotée d'un système de comptabilité plus efficace expressément conçu pour les commissions scolaires. « Depuis que nous avons amélioré le système, assure celui qui se dit soulagé par le dénouement de cette affaire, nos vérificateurs indiquent que nos procédures sont saines. »

Abus de confiance

La question de confiance a été fréquemment soulevée au cours de ce procès.

Mardi, le procureur de la Couronne, Paul Falvo, a indiqué que, malgré qu'il puisse être tentant de rejeter le blâme sur la CSFD, celle-ci n'a que fait confiance à Marcel Blanchet « Faire confiance n'est pas un crime, a dit le procureur. Abuser de la confiance en est un. »

Expliquant qu'à Yellowknife la confiance était une richesse locale, il a déclaré que le comportement de Blanchet minait la quiétude des gens du Nord. « Ici, il y a des gens qui ne barrent pas leurs portes à clef. [...] C'est à cause de gestes comme celui de M. Blanchet que les gens perdent la confiance, qu'ils barrent leurs portes », a plaidé celui qui réside sur une maison-bateau.

Au moment de rendre son jugement, le juge Foisy a, à son tour, ramené la question de la confiance sur le tapis. « Une telle effraction constitue un grave abus de confiance », a-t-il dit.

Avant ce jugement, Marcel Blanchet détenait déjà un casier judiciaire relativement à une affaire d'escroquerie qui remonte à 1977.

Invitation

L'honorable Charles Dent, ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, vous invite à assister au dîner annuel de la remise des

Prix d'excellence pour la certification en apprentissage et qualification professionnelle

le jeudi 10 février, 2005, de midi à 13 h 30, dans le foyer principal de l'Assemblée législative.

Le public est invité!



Territoires du Nord-Ouest Éducation, Culture et Formation



Musiciens de l'Ouest

Les Fistons comblent le vide

Francos, folk, rigolos, fêtards et avec un membre écolo. Voici Les Fistons.



Batiste W. Foisly

« Préparez-vous à danser », prévient Guillaume Bois, le leader du groupe franco-albertain Les Fistons qui assurera la partie musicale du super-spectacle donné en l'honneur du 20^e anniversaire de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, le 26 février prochain.

Malgré ce nom, Les Fistons ne sont pas un *groupe-à-papa* pour autant. « Nous sommes plutôt un groupe familial », indique Guillaume Bois qui qualifie la formation de folk-rock.

« Fiston » est le surnom que Jason Kodie et Joël Lavoie, deux autres membres du sextuor, donnaient à Guillaume quand il est arrivé dans l'Ouest, il y a six ans. Depuis le nom est resté comme une blague. C'est d'ailleurs sous le nom de Guillaume et ses Fistons que le groupe a fait ses débuts. « On voulait miser sur la notoriété de Guillaume, blague Jason Kodie. C'est une petite vedette ici. » Guillaume Bois est en effet aussi l'animateur de l'émission de télévision jeunesse ONIVA, produite par Radio-Canada Edmonton.

Formés de quatre auteurs-compositeurs-interprètes, d'un bassiste et d'un percussionniste, ce groupe fondé par des amis rencontrés lors de session *open-stage* à Edmonton est d'abord centré sur la chanson. Ils reprennent à leur façon les succès de groupes québécois tels que Beau-Dommage, Les Colocs et même La

propres compositions. « Au début, à peu près le tiers du spectacle était des chansons originales, indique Guillaume Bois. Maintenant c'est plus que la moitié. »

Pour Jason Kodie (« Franco-Albertain de la seconde génération », annonce-t-il fièrement) il est important que les chansons des Fistons comprennent une part de culture typiquement « de l'Ouest ». « Il n'y a pas beaucoup de groupes francophones qui s'affichent comme étant des gens de l'Ouest, note-t-il. Nous voulons combler ce vide. »

Mais quant à savoir si Les Fistons sont un groupe

socialement engagé, la réponse est mitigée. Les Fistons ont une conscience sociale, mais ce n'est pas leur raison d'être, sauf peut-être pour Joël Lavoie qui serait, selon un de ses comparses « le gars écolo de la gang ». « Pour nous il faut d'abord que ça soit le fun », explique Guillaume Bois qui affirme qu'il pourrait faire des imitations de Jean Chrétien durant le spectacle. « Nous sommes un groupe de *party* », tranche-t-il.

On peut se procurer des billets pour le spectacle des Fistons au local de l'AFCY, à la maison Laurent-Leroux.

Bottine Souriante (!) et présentent aussi leurs

Fonction publique fédérale

Pas de grève avant 2007

(APF) - Quelque 100 000 membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) peuvent ranger leurs pancartes pour les trois prochaines années. L'AFPC a rendu public, le 27 janvier dernier, les résultats du vote de ses membres; vote qui avait été effectué à la fin de l'année 2004.

Les différents groupes ont ratifié cette entente dans une proportion de 72 à 92 %, ce qui permettra à l'Alliance de signer des conventions collectives avec le Conseil du Trésor.

« Cette ronde de négociations n'a pas été facile et nous avons réalisé certains progrès en dépit des concessions exigées par l'employeur et des faibles augmentations de salaire qui étaient proposées », a commenté la présidente de l'AFPC, Nycole Turmel.

« Les gains que nous avons réalisés pendant la dernière ronde de négociations sont attribuables en grande partie à la volonté de nos membres de brandir la menace de grève », a-t-elle ajouté.

Ces nouvelles conventions collectives viendront à échéance à diverses dates en juin et en août 2007.



MODIFICATION À UN APPEL DE DEMANDES DU CRTC Canada

Dans un avis public de juillet 2004, le CRTC a lancé un appel de demande de licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'entreprises de programmation de radio de langue française pour desservir Québec (Qc). Le CRTC désire souligner que d'ordinaire, il ne précise pas la langue du service à être proposé dans ses appels de demandes et n'aurait pas dû le faire dans le présent cas. Conséquemment, le CRTC invite la soumission de demandes d'autres parties intéressées à obtenir une licence de radiodiffusion visant l'exploitation d'une entreprise de programmation de radio afin de desservir Québec. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les avis publics. Vos demandes doivent parvenir à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2, ou à un de nos bureaux régionaux, et doivent être reçues par le CRTC au plus tard le 28 février 2005. Vous pouvez également soumettre vos demandes par fax au (819) 994-0218 ou par courriel au: procedure@crtc.gc.ca. Les requérantes qui ont soumis des demandes en réponse à l'appel original, ont également jusqu'au **28 février 2005** pour réviser et mettre à jour leur demande. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Documents de référence : Avis publics CRTC 2004-49, 2004-49-1 et 2004-49-2.

Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennesCanadian Radio-television and
Telecommunications Commission

AVIS PUBLIC DU CRTC

Canada

1.-3. L'ENSEMBLE DU CANADA. **MEDIANET CANADA LTD.** demande l'autorisation de modifier les licences des entreprises de programmation d'émissions spécialisées nationale à caractère ethnique de catégorie 2, appelées News International, Music Music et MovieWorld, en remplaçant la condition de licence relative à la nature de service. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis public. Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du « Formulaire d'interventions/observations » à la section « Instances publiques » du site web du CRTC; écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **21 février 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-7.

Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennesCanadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Clinique dentaire Adam

* Service d'hygiène dentaire en français.

* Anne-Marie se fera aussi un plaisir
de répondre à vos questions
concernant vos dents et vos gencives.

Contactez nous au 873-2775

5209 Ave. Franklin

L'Association franco-culturelle de Yellowknife

Déjà 20 ans! Une invitation à la fête!

Afin de célébrer cet événement, nous vous invitons à un banquet,
suivi de l'orchestre albertain:

Les Fistons

Date: Le samedi 26 février

Lieu: Royal Canadian Legion (4709, avenue Franklin)

Apéritif: 18 h Souper: 19 h

Coût: 25 \$ / membre; 30 \$ / non-membre

Orchestre débute à 21 h

Joignez-vous à nous lors de cette célébration mémorable!

PS: Confirmez votre présence en achetant votre billet,
avant le 16 février 2005.

Maison Laurent Leroux, 5016, 48^e rue
ou en téléphonant le 873-3292.

Aucune vente de billet ne sera faite à l'entrée)

Un de nos commanditaires, First Air, est heureux de nous offrir
une paire de billets aller-retour Yellowknife-Edmonton
afin que nous fassions une campagne de financement
lors de cette soirée.

De plus, il y aura de nombreux prix de présence.

Nous tenons à remercier à l'avance les nombreux commerçants de
Yellowknife qui feront de cette soirée un succès.

Nous vous attendons en grand nombre!



FIRST AIR
THE AIRLINE OF THE NORTH

Éditorial



Alain Bessette

Un appui entier

Manque de places, manques d'espace, voilà bien un dossier qui hante l'École Allain-St-Cyr depuis quelques années. En fait, depuis sa fondation en 1989, dans les portatives situées dans la cour de l'École J.H. Sissons, rares sont les années où l'École Allain-St-Cyr n'a pas éprouvé de difficulté pour loger tous les élèves, le personnel et le matériel. Même en 1999, lorsque le nouveau bâtiment a été construit sur la rue Taylor, le problème de l'absence de gymnase s'est présenté dès les tout débuts. Il y a deux ans, c'était la place de la garderie Plein Soleil (son programme d'après école se faisait éjecter de la rotonde) et l'espace de cafétéria disparaissait. Quelques années plus tard, il n'y a toujours pas de gymnase et pas non plus de place pour une expansion du programme vers la fin du secondaire.

Au Canada, l'éducation est un sujet qui relève des administrations provinciales et la délégation de pouvoir du fédéral en fait aussi un domaine de juridiction territoriale. Le problème, et cela je l'ai noté à maintes reprises dans mes éditoriaux, c'est que le gouvernement territorial refuse d'assumer ses obligations. Il tient la population étudiante francophone en otage et réussit toujours à refiler le fardeau financier de l'éducation sur le gouvernement fédéral. Lors de la construction du bâtiment actuel, le fédéral a injecté plus de trois millions de dollars dans l'école alors que le territorial s'est contenté d'offrir quelques services internes et un terrain. Plutôt que de financer dollar pour dollar et bâtir une école digne de ce nom, on se retrouve quelques années plus tard avec une moitié d'école.

Pas étonnant que des parents soient exaspérés de cette situation. Pas étonnant que mes éditoriaux trouvent finalement un écho auprès des parents et que ceux-ci envisagent, finalement, de poursuivre les responsables de cette situation. Vous avez notre plein appui.



Batiste W. Foisy

L'équipe de volley-ball francophone les French Frogs ont à nouveau gagné un tournoi. Les détails en page 8.

LA DÉFENSE DE JEAN CHRÉTIEU



Je m'abonne!

	1 an	2 ans
Individus :	30 \$ <input type="checkbox"/>	50 \$ <input type="checkbox"/>
Institutions :	40 \$ <input type="checkbox"/>	70 \$ <input type="checkbox"/>
	TPS incluse	

Nom : _____

Adresse : _____

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 1325, Yellowknife, NT, X1A 2N9

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0
Tél. : (867) 444-2242, Téléc.: (867) 874-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journalistes : Batiste W. Foisy

Collaborateurs et collaboratrice :
Geneviève Harvey, Jacqui Gagnon

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. L'Aquilon est la propriété de la Fédération Franco-Ténoise par le biais de la société les Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APE
Association de la presse francophone

repco-média 1-800 411-7486
Agence de représentation média

Les joies de l'hiver et autres propos



Geneviève
Harvey

Si vous me lisez depuis un moment, vous savez qu'au cours de l'année, j'aime bien parler des saisons, du temps qu'il fait, des plaisirs que chaque saison procure, des sports propres à chacune, etc. Eh bien, c'est le temps de parler de l'hiver. D'abord, parce qu'il est loin d'être terminé et qu'on en a encore pour plusieurs mois. Ensuite, parce que l'hiver, c'est vraiment plaisant, pour parler comme le monde du Lac St-Jean, d'où je viens, d'ailleurs.

Depuis déjà quelques semaines, la température est tellement froide, que seuls les plus courageux ont décidé de braver l'hiver pour s'adonner à différents sports, qui, par ces températures tellement froides deviennent des sports extrêmes. Oui, oui, le ski de randonnée, la motoneige, la raquette, le patinage à l'extérieur, etc. deviennent des sports extrêmes par ces températures tellement froides qu'on risque d'avoir des engelures en quelques minutes.

Mais on dirait que ça va changer un peu, tout ça, car ça réchauffe, (et je ne parle pas du réchauffement de la planète) et ça nous permettra de mettre le nez dehors un peu plus longtemps, en plus que cette année, la nature a été plutôt généreuse en neige avec nous. On a plus de neige cette année qu'on en a d'habitude, ce qui n'a rien pour nuire aux sports de glisse.

L'air est bon, le ciel est bleu, et il ne fait pas froid. Allez-y. Dehors! Allez respirer le bon air! Profitez-en. On annonce du beau temps toute la semaine. Le grand froid a pris une pause de quelques jours. Mieux vaut y aller tout de suite, car je suis certaine qu'il nous guette au détour pour mieux nous sauter dessus à la première occasion.

Je vous donne des conseils, je vous incite à faire ce que je ne fais pas. En effet, on ne peut pas dire que je sois une sportive d'hiver... ni d'été d'ailleurs. Je l'ai déjà été, mais en prenant de l'âge, on peut dire que j'ai

négligé mes sports de glisse. J'étais grande amatrice de ski alpin, que j'ai laissé tomber, par peur, un jour, après avoir été absente de ce sport pendant une couple d'années et depuis... mon seul sport, l'hiver, est la marche... au travail. Pas fort, comme sport, me direz-vous, et je vous donne raison. Mais que cela ne m'empêche pas de vous encourager afin que vous, vous profitiez de la facilité qu'on a à jouer dehors. Avouez que c'est plus facile ici qu'à New York d'aller jouer dehors, question accès à la nature! Avouez que ce n'est pas très long pour se retrouver en pleine nature ici! Avouez!

Plus je vous en parle, plus j'ai envie d'aller marcher dehors profiter de tout ça, mais ce n'est pas le temps. Je dois finir ma chronique et je voulais parler d'autre chose, un peu moins jojo.

Ça se détériore!

J'en ai déjà parlé, mais j'ai envie d'écrire à nouveau quelques mots sur ce sujet. Je parle de... je ne sais pas comment appeler ça? Je parle des jeunes qui errent dans les rues? Des ivrognes qui hantent le centre ville? Du vandalisme et de la délinquance qui sont de plus en plus présents à Yellowknife? Je ne sais vraiment pas comment appeler ça, mais je trouve que les choses empirent vraiment et qu'il y a négligence de la part des autorités. C'est bien beau dire que les jeunes n'ont pas grand-chose à faire, mais je ne suis pas certaine qu'il s'agisse d'une excuse valable. Je vous jure, aller faire un tour au Centre Square le midi, ou vers la fin de l'après-midi, c'est quasiment un exploit par les temps qui courent. Je le sais, je l'ai fait, devant aller à la banque. Les jeunes sont ramassés en bandes, que c'est même difficile d'entrer par la porte de devant. Ensuite, il faut se frayer un chemin, en tentant d'éviter les groupes plutôt agressifs qui se font un plaisir de vous bloquer la route. Régulièrement, de grands cris, ou devrais-je dire hurlements, sont poussés par un ou quelques jeunes, en mal d'attention. Ils crient pour faire rire les autres, pour faire peur aux touristes. Je vous assure : les Japonais se serrent les uns contre les autres, apeurés, pas certains de vouloir continuer dans cette jungle. Et je ne vous parle pas de la saleté des lieux. Et si vous avez le malheur d'entrer par la porte

près de la Banque de Montréal, alors là bonne chance! C'est tellement sale, c'en est dégoûtant!

Et vous allez à la bibliothèque. Quelqu'un me disait que l'autre jour, revenant d'une rencontre à la bibliothèque, quelle ne fut pas leur surprise de voir que quelqu'un dormait dans l'ascenseur. Il était 20 h 30!

On dirait qu'il y a un relâchement dans la sécurité, dans la surveillance, je ne sais trop. Mais je sais une chose : le problème social devient criant, nuit à la réputation de la ville et devient un danger pour les citoyens. Je ne suis pas travailleuse sociale ni agente de police, rien de tout ça, mais je sais, tout comme bien d'autres, qu'il faut que des mesures soient prises absolument, car la ville va se détériorant. Pourquoi? Je ne le sais pas. Peut-être parce qu'il y a plus de monde. Mais il y a de plus en plus de gens saouls, de jeunes agressifs, de monde qui crache partout, et ce n'est pas trop rassurant que de constater tout ça.

Et sur ce sujet de réflexion, je me décide enfin à aller jouer dehors. Faites la même chose! Allez vous aérer le cerveau! Un bon cerveau aéré, c'est sain!



AVIS PUBLIC DU CRTC

Canada

1. L'ENSEMBLE DU CANADA. **CORUS ENTERTAINMENT INC. (SDEC)** demande l'autorisation de proroger, au 14 décembre 2005, la date de mise en exploitation du nouveau service national de vidéo sur demande (VSD). Cette demande représente la quatrième demande de prorogation. EXAMEN DE LA DEMANDE : Place BCE, Tour Bay-Wellington, 181, rue Bay, pièce 1630, Toronto (Ont.). Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Vos commentaires doivent nous parvenir en utilisant **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du «Formulaire d'interventions/observations» à la section «Instances publiques» du site web du CRTC; écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **17 février 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-5.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Territoires du
Nord-Ouest Assemblée législative

AVIS PUBLIC

Ouverture de la Troisième session de la Quinzième Assemblée législative

Le public est invité à la reprise des travaux de la Troisième session de la Quinzième Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest le mercredi 9 février, 2005, à 13 h 30, à la Chambre de l'Assemblée législative, à Yellowknife.

Le discours du budget pour l'exercice 2005-2006 sera diffusé en direct sur les ondes du Réseau de télévision des peuples autochtones, APTN, le jeudi 10 février, 2005 à 13 h 30, heure des Rocheuses.

Un sommaire en anglais des travaux quotidiens sera diffusé sur APTN de 20 h 30 à 22 h, heure des Rocheuses, du lundi au jeudi; de 22 h à 23 h 30, le vendredi; il y aura rediffusion le jour suivant de 9 h 30 à 11 h, heure des Rocheuses.

Un sommaire des travaux en langues autochtones ou en français sera diffusé sur APTN, de 13 h 30 à 15 h, heure des Rocheuses, du lundi au vendredi.

Si vous désirez de l'information à jour sur l'Assemblée législative, dont les projets de loi et le Hansard, visitez notre site à l'adresse suivante : www.assembly.gov.nt.ca

Si vous désirez parler à votre député pendant la session, vous pouvez le joindre par téléphone au (867) 669-2200, ou sans frais au 1 800 661-0879.

Pour toute information sur la session, appelez au bureau des relations publiques, au (867) 669-2230.



APPEL D'ŒUVRES ARTISTIQUES ART POSTÉ / MAIL ART Projet pan territorial de lutte contre le tabagisme

Thème: ACCROMORPHOSE

ACCRO: dépendance et **MORPHOSIS:** forme



Cocktail chimique, dépendance, identité, rébellion, coût de santé, plaisir maudit. On dit que ce fléau de société tue plus que toute autre toxicomanie, tout autre habitude de consommation.

Exprimez-vous sur ces différentes métamorphoses qui accompagnent la cigarette: physique, sociale, mentale, environnementale et économique. Poésie, Prose, bricolage, dessins, photographie, c'est à votre choix !

Taille et médium : libre
Date limite: 10 mars 2005

Catalogue envoyé aux participantes et aux participants
Exposition au Yukon, TNO et Nunavut
Bienvenue à tous et à toutes!

SVP, faire parvenir votre oeuvre à:

Accromorphose/ PCS
302 rue Strickland, bureau 800
Whitehorse, Yukon, Y1A 2K1
Info : francosante@yknet.ca



Partenariat
communauté
en santé (PCS)

Images : *Fractal Scream* et *Coco Head* par Kyotei

Chronique Santé

Jean de Dieu Tuyishime, MD, MSc
Coordonnateur Réseau TNO Santé en français

Qu'est ce que LE CANCER?



Un **Cancer (médecine)** se définit comme une prolifération (multiplication) importante et anarchique de cellules anormales qui ont la capacité d'envahir et de détruire les tissus sains et de se disséminer dans l'organisme. Il peut survenir sur tout tissu ou cellule, et avoir des formes multiples.

L'ensemble des cellules cancéreuses d'un organisme forme une tumeur (nodule, ou « grosseur »). Toutes les tumeurs ne sont pas cancéreuses (ou malignes). La majorité d'entre elles sont bénignes et présentent un faible danger pour la santé. Toutefois, certaines tumeurs bénignes peuvent avec le temps, se transformer en tumeurs cancéreuses.

La principale caractéristique de la tumeur maligne est sa capacité à envahir les tissus voisins, tout en les détruisant (formation de tumeurs secondaires, ou métastases). Les voies de propagation et les localisations des métastases dépendent de la nature du cancer primitif. Les poumons et le foie constituent des localisations fréquentes de métastases. Certaines des cellules métastatiques se divisent très peu, et peuvent rester dans un état quiescent pendant plusieurs années après la guérison apparente du cancer primitif, avant de reprendre leur développement et de provoquer une récurrence du cancer.

Il existe un certain nombre de facteurs favorisant le développement d'un cancer. Parmi ceux-ci, on distingue :

- Facteurs héréditaires (20% des cancers) : par exemple, certaines variétés de cancer du sein ou de cancer du côlon sont plus répandus dans les familles à risques;
- Facteurs viraux : certains virus comme l'hépatite B peuvent provoquer un cancer du foie;
- Facteurs physiques comme les rayonnements ionisants;
- Facteurs chimiques dont les exemples les plus courants sont le tabagisme et l'alcoolisme;
- Facteurs immunitaires : lorsque le système immunitaire ne peut plus assumer son rôle de défense contre les intrus comme dans le cas du sida;
- Facteurs environnementaux (près de 80% des cas de cancers). On peut citer entre autres le tabagisme, le régime alimentaire, la lumière solaire, l'alcoolisme, les risques professionnels (exposition à certains agents industriels), etc.

Les mesures de dépistage précoce et de prévention pourraient permettre d'éliminer presque entièrement le cancer du poumon, de réduire l'apparition de nouveaux cas des cancers du sein et du côlon et d'améliorer les chances de guérison des cancers du sein, du côlon, du rectum, du col de l'utérus et de la prostate.

La principale mesure de prévention du cancer consiste à arrêter de fumer. Le tabac étant responsable de 30% des décès par cancer. Une bonne alimentation peut également contribuer à prévenir les cancers, bien que ce sujet soit encore mal connu. Il est recommandé de modérer la consommation de produits salés ou fumés, et l'absorption d'alcool. Enfin, il est important d'éviter de s'exposer longtemps au soleil et souhaitable d'utiliser les écrans solaires pour prévenir les cancers de la peau. L'environnement professionnel et domestique peut aussi être amélioré par l'élimination des composés chimiques, par exemple, les particules d'amiantes.

La Chronique TNO Santé est préparé par le Réseau TNO Santé en français et se veut un espace d'échanges et de conseils utiles pour nous responsabiliser et nous nous maintenir en meilleure santé. Vous pouvez nous communiquer les sujets en rapport avec la santé qui vous intéressent, il nous fera plaisir d'en traiter d'avantage avec l'aide des professionnels concernés par les sujets. L'adresse pour nous joindre:

5016, 48^e Rue, C.P. 1325 Yellowknife NT X1A 2N9

Téléphone : (867) 920-2919, Télécopieur : (867) 873-2158, courriel : santef@franco-nord.com



Photos : Mélanie Parisella

Les élèves de septième et huitième année d'immersion de l'École William MacDonald ont fait le tour du monde à travers leurs projets de science sociale. Ils ont partagé avec leurs camarades de classe des pyramides en Rice Crispie directement de l'Égypte, tout en passant par tous les autres pays pour manger des petites recettes traditionnelles en finissant par faire des paniers à la main avec Diane Gibson. Quelle merveilleuse expérience enrichissante! Bravo aux élèves et à Mme Orasi.

Mon avenir c'est ici



Percer le marché du travail canadien

Qu'en pensez-vous?

À votre avis, les immigrants vivant en milieu minoritaire, vivent-ils les mêmes défis (i.e. reconnaissance des acquis, accueil, etc.) que la majorité des Canadiens dans ces communautés?

☐ OUI

☐ NON

Sondage en ligne

Pour répondre :

www.journaux.apf.ca

77 % sont tout à fait en accord et 23 % sont tout à fait en désaccord avec l'énoncé suivant :

Le Syndrome MTV (Montréal-Toronto-Vancouver) peut-il être renversé et permettre ainsi aux communautés minoritaires en Atlantique de croître en nombre?

Le marché du travail canadien n'est pas toujours facile à intégrer pour les nouveaux arrivants que ce soit des professionnels diplômés à l'étranger ou des travailleurs. Ce l'est encore moins quand ils sont francophones...

Le gouvernement fédéral a compris l'urgence de la situation pour ceux ayant acquis des diplômes à l'étranger et a alloué 68 millions \$ sur six ans à Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDCC) à la fin de l'année 2004. Ce programme de contribution vise à faciliter le développement de processus de reconnaissance des types de compétences afin qu'il soit plus fiable et transparent.

« Le but est d'établir des projets avec des partenaires comme les organismes réglementaires, les conseils sectoriels et les or-

ganismes de recherche. Quoique l'on en connaisse beaucoup sur l'intégration des immigrants, il nous reste encore beaucoup à découvrir », indique le gestionnaire des opérations pour le programme de reconnaissance des types de compétences étrangers à RHDCC, Michel Doiron. On veut donner un message clair aux personnes qui veulent intégrer la profession dans notre pays. »

Quelque 51 professions et occupations sont réglementées par les provinces. « C'est l'organisme (ex. le collège des médecins de la province) qui décide si la combinaison de l'éducation et de son expérience va lui permettre de pratiquer en sol canadien », dévoile-t-il. Règle générale, les immigrants doivent souvent retourner sur les bancs d'école pour pouvoir rencontrer les critères demandés une fois rendus en sol canadien.

Les francophones

Le côté francophone fait partie intégrante du projet de RHDCC : « On commence tout juste à regarder toute la problématique à savoir comment intégrer les gens francophones en milieu minoritaire de langue officielle, révèle Michel Doiron. Pour les communautés francophones, qui sont souvent rurales, il y a des embûches, car les immigrants, en plus de préférer les villes, ont la difficulté de s'intégrer en milieu minoritaire. »

M. Doiron assure toutefois que des efforts ont été déployés. « En regardant les types de compétences, on pourrait s'assurer par exemple, qu'un médecin d'expression française intègre une minorité francophone à Moncton, Caraquet ou encore Chéticamp. »

La Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick (SAANB) a réalisé une

étude sur l'immigration et l'emploi au Nouveau-Brunswick dans la communauté francophone il y a un peu plus de deux ans. « Comme le taux de réponses a été limité, il faut utiliser les conclusions avec précaution, mais ça démontrait que certains besoins pourraient être comblés par l'immigration, mais surtout qu'il y a une ouverture du milieu des affaires à embaucher des immigrants », précise le directeur général de la SAANB, Daniel Thériault.

M. Thériault ne veut toutefois pas voir « l'équilibre linguistique » menacé au Nouveau-Brunswick. « Il faut s'assurer qu'il y aura des immigrants francophones qui nous arrivent, car il ne faut pas oublier que les francophones représentent 33 % de la population. »

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, grâce à Citoyenneté et Immigration Canada et au Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO), une initiative du Patrimoine canadien.

Hockey mineur à Fort Resolution

D'heureuses conséquences

On dit parfois que le sport c'est la santé. Pour la petite communauté autochtone de Fort Resolution, c'est même une question de santé sociale.

Alain Bessette

En arrivant dans la petite communauté autochtone de Fort Resolution, situé à 155 km de Hay River, là où la rivière Slave se jette dans le Grand lac des Esclaves, on constate d'abord la beauté pittoresque de ce petit village nordique typique d'environ 550 habitants. Derrière cela, se cache cependant une petite communauté éprouvant de nombreux malaises sociaux.

Sylvain Lemoyne est un agent de la Gendarmerie royale du Canada. En 2002, lui et son épouse, Donna Munro, arrivent à

ment les jeunes joueurs se présentent pour leurs matchs, mais les parents commencent aussi à participer. Cet impact n'avait pas été prévu par Sylvain Lemoyne. « À chaque fois qu'il y a du hockey, il n'y a pas d'appel au poste. C'est aussi simple que ça! », explique M. Lemoyne.

Dans les années 1980, Fort Resolution était surnommé Little Vietnam et ce n'était pas de tout repos pour les quatre membres de la GRC de l'époque. « Ça s'est amélioré, constate Sylvain Lemoyne. Il y avait le double de filières, 1500 à 1600 dossiers ouverts. Maintenant on a



peu près 900 dossiers ».

« À toute fin pratique, souligne Sylvain Lemoyne, c'est nous autres qui opérons l'aréna maintenant ». La relation entre la GRC et la communauté a beaucoup profité de cet exercice mais maintenant, alors que Sylvain Lemoyne voit la fin de son affectation se pointer le nez, les

gens de la communauté s'inquiètent de l'avenir du programme de hockey mineur. Sylvain profite donc de cette troisième saison de hockey mineur pour former des jeunes à titre d'entraîneur et aussi pour opérer la machine à aiguiser les patins. « On veut que ça se poursuive », affirme-t-il.



Fort Resolution. Il s'agit d'une promotion pour Sylvain qui obtient le grade de caporal. Donna est également une policière de la GRC, mais en raison du fait que Sylvain est en charge du poste de Fort Resolution, elle doit prendre un congé sans solde.

Peu de temps après son arrivée, Sylvain Lemoyne constate un manque flagrant dans le village. Il n'y a aucune organisation de hockey mineur. « Il y avait seulement trois ou quatre jeunes qui jouaient au hockey », souligne M. Lemoyne. Qu'à cela ne tienne, Sylvain se retrousses les manches et entreprend de mettre sur pied du hockey mineur : campagne de don d'équipement, achats divers, recrutement de joueurs et formation d'équipes.

Trois ans plus tard, mission accomplie! Et plus encore! Le village compte maintenant trois équipes de hockey mineur (regroupant une soixantaine de jeunes) et deux équipes de hockey féminin. Cinq soirs par semaine, l'aréna vibre au diapason des jeunes patineurs et des moins jeunes.

Le hockey vient également combler un trou béant dans la vie sociale du village. Non seule-

AVIS À L'INTENTION DES RÉSIDENTS DE YELLOWKNIFE

À l'été 2005, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) achèvera la construction du nouvel immeuble du gouvernement fédéral à Yellowknife. Le choix du nom de l'immeuble se fera au cours des prochains mois. Vous avez votre mot à dire! Participez à cette décision en soumettant un nom qui illustre l'importance que revêt l'immeuble pour vous et pour la collectivité.

Comment participer : le nom proposé peut être celui d'une personne (posthume), d'un lieu ou d'un événement d'importance historique dignes de mention. Les noms soumis peuvent également tenir compte du caractère écologique de l'immeuble, qui constitue l'une des structures les plus respectueuses de l'environnement du gouvernement du Canada. Lorsque vous proposez un nom, vous devez soumettre une courte explication indiquant pourquoi nous devrions prendre votre suggestion en considération.

La décision finale sera dévoilée lors de l'ouverture officielle de l'immeuble vers la fin de l'été.

La date limite pour proposer un nom est le vendredi 18 février 2005.

Faites-nous parvenir votre suggestion, ainsi qu'une courte explication (100 mots), votre nom et vos coordonnées par une des méthodes suivantes :

Courrier : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Comité de sélection du nom de Yellowknife
C.P. 518
Yellowknife (T.N.-O.) X1A 2N4

Télé. : (867) 873-5885

Courriel : immeubleyellowknife@tpsgc.gc.ca

Internet : www.tpsgc.gc.ca

Pour plus de renseignements sur l'immeuble du gouvernement du Canada à Yellowknife, le comité de sélection du nom ou les directives relatives au nom de l'immeuble, consultez le www.tpsgc.gc.ca ou communiquer avec Margaret Henderson au (867) 766-7110.



CRTC

**APPEL DE
COMMENTAIRES
DU CRTC**

Canada

Le CRTC sollicite des répliques aux commentaires reçus à la suite de l'Appel de soumission de commentaires sur une proposition de l'Association canadienne des télécommunications par câble en vue de modifier la politique relative à l'utilisation des disponibilités locales. Le CRTC a reçu quelques 38 mémoires et veut assurer une étude complète de ces questions. Par conséquent, le CRTC a décidé d'accorder aux parties intéressées l'occasion de soumettre leurs observations sur les commentaires reçus à la suite de l'avis public 2004-47. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les avis publics. Vos commentaires doivent nous parvenir en utilisant **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du «*Formulaire d'intervention/observations*» disponible sur le site web du CRTC; ou envoyer un courriel au: procedure@crtc.gc.ca; ou écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **21 février 2005**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Documents de référence : Avis publics CRTC 2004-47 et 2004-47-1.



Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission



Mariages gays

Le projet de loi est déposé

Stienne Alary

Le mariage civil entre conjoints de même sexe est désormais un dossier qui alimentera les discussions quotidiennes à la Chambre des communes. Tel qu’il l’avait annoncé en décembre dernier, le ministre de la Justice et procureur général du Canada, Irwin Cotler, a déposé, le 1^{er} février dernier, un projet de loi, intitulé *Loi sur le mariage civil*.

Ce projet de loi est articulé autour de deux principes fondamentaux de la *Charte canadienne des droits et libertés*. « Tout d’abord, la protection des droits à l’égalité et des droits des minorités, et dans ce cadre, l’accès au mariage civil aux gais et lesbiennes; et, en second lieu, la protection de la liberté de religion et, dans ce cadre, les groupes religieux demeurent libres de suivre leurs croyances religieuses et aucune autorité religieuse ne sera contrainte de procéder à des mariages », a étalé le ministre Cotler lors d’un point de presse suivant le dépôt de son projet de loi.

Selon le ministre Cotler, cette révolution des droits à l’égalité, qui a mené à ce projet de loi, a elle-même

été « lancée par le Parlement, inspirée par la Charte, invoquée par le peuple, sanctionnée par les tribunaux, et revient devant le Parlement, là où tout a commencé et où la solution doit maintenant être trouvée », rapporte M. Cotler qui a qualifié ce processus de « dialogue entre le Parlement, les tribunaux et le peuple canadien ».

Ce dernier reconnaît que le projet de loi ne fait pas l’unanimité. « Nous savons que certains Canadiens et certaines Canadiennes se posent encore beaucoup de questions à ce sujet », lance le ministre. « Ce qui est important est que nous réalisons qu’il s’agit de mariage civil et non de mariage religieux; qu’il s’agit de rendre accessible le mariage civil aux gais et aux lesbiennes sans porter atteinte aux droits de quiconque », évoque-t-il.

Fait à remarquer, le texte du projet de loi prévoit aussi une modification à la Loi sur le divorce afin de permettre aux homosexuels de dissoudre leur union.

Même si ce projet de loi doit sera envoyé à un comité parlementaire, à la suite de son adoption en seconde lecture, aux fins d’études, le ministre Cotler se montre confiant et il espère que ce projet deviendra loi avant l’ajournement des travaux pour la période estivale, soit à la fin juin 2005.

Pas d’élection

Alors que le ministre fédéral de la Justice, Irwin Colter, déposait le projet de loi modifiant la définition du mariage afin de reconnaître l’union entre conjoints de même sexe, la majorité des Canadiens espère que ce débat restera sur la Colline parlementaire.

En effet, 71 % des quelque 1000 répondants à un sondage d’Ipsos-Reid ont affirmé que le déclenchement d’une élection sur cette question ne serait pas justifié. C’est au Québec (78 %) où le nombre de répondants qui estime qu’une élection sur ce dossier ne devrait pas avoir lieu est le plus élevé.

Les Québécois sont suivis dans l’ordre par les répondants de la Saskatchewan et du Manitoba (73%), ceux de la Colombie-Britannique (71%), des provinces de l’Atlantique (70%), de l’Ontario (68%) et de l’Alberta (67%).

Si une élection devait avoir lieu sur cette question, ce sont les Libéraux qui en sortiraient gagnants alors que 41 % des répondants voteraient pour eux. Les Conservateurs obtiendraient 29 % et le Nouveau Parti démocratique 13 %.

Statistique Canada

L'espérance de vie est à 79,3 ans et ça coûtera cher

(APF) - Selon l’Organisation mondiale de la santé(OMS), le Canada occupait, en 2001, la neuvième place par ordre décroissant d’espérance de vie dans le monde. C’est ce que démontre l’étude « Indicateurs de la santé » publiée le 1^{er} février dernier par Statistique Canada.

L’écart par rapport au Japon, qui affichait l’espérance de vie la plus grande au monde (81,4 ans), n’était que de 2,1 ans.

Ce neuvième rang, le Canada l’occupait grâce à sa septième place en ce qui a trait à l’espérance de vie des hommes et au 11e rang en ce qui concerne celle des femmes.

Cependant, ce qu’il faut retenir de ce rapport, c’est que même si l’espérance de vie au Canada est parmi les plus élevées au monde, la variation entre les différentes

régions est frappante : Richmond, en Colombie-Britannique, est la région où l’espérance de vie est la plus élevée au Canada, se situant à 83,4 ans, soit 2 ans de plus qu’au Japon, qui figure en tête du classement de l’OMS. À l’autre extrémité, on trouve la région du Nunavik au Québec, qui enregistre l’espérance de vie la plus faible au Canada, soit de 66,7 ans pour les hommes et les femmes.

La région du Nunavik se retrouve ainsi entre la République dominicaine (67,0 ans) et l’Égypte (66,5 ans), des pays classés 111e et 112e sur 191 par l’OMS.

Le vieillissement de la population coûtera des milliards

Le vieillissement de la population est inévitable et les actions que prendront les gouvernements, les entreprises et les consommateurs seront déterminantes pour assurer la viabilité de l’économie canadienne.

C’est le constat qui émane du rapport « Savoir vieillir: Implications sociales et économiques du vieillissement de la population », publié à la fin janvier par l’Association des comptables généraux accrédités du Canada (CGA-Canada).

« Nous devons nous intéresser sans tarder aux implications financières du vieillissement de la population, pendant que notre économie nous permet encore de prendre les mesures qui s’imposent », affirme vice-président de la recherche et de la normalisation au CGA-Canada, Rock Lefebvre

Selon ce rapport, le total des dépenses de santé du Canada, qui était de 80,7 milliards \$ en 2000, pourrait atteindre les 147 milliards \$ en 2020. L’organisme croit que la gestion des pressions à venir sur le système de santé sera facilitée si des plans et des mesures appropriés



sont adoptés dès maintenant; alors que la conjoncture économique est favorable et que le gouvernement fédéral dispose d’excédents budgétaires. En outre, le rapport suggère l’établissement d’un «compte des soins de santé des personnes âgées».

CGA-Canada est aussi d’avis qu’il faudrait éliminer la retraite obligatoire, et du même coup décourager les mesures favorisant la retraite anticipée, ce qui permettrait d’atténuer les contrecoups du vieillissement de la population sur le marché du travail canadien.

Parmi les autres mesures qui devraient être prises sans tarder, notons, la modification de la Loi de l’impôt sur le revenu de manière à favoriser la retraite progressive, le rapprochement des augmentations prévues en matière de dépenses publiques et l’incitation à la planification financière personnelle en vue de la retraite.

« Afin que le Canada conserve sa vigueur économique et sociale malgré le vieillissement de la population, il faudra faire preuve de leadership pour modifier les attitudes, les politiques et les pratiques à tous les échelons», relate M. Lefebvre.



AUDIENCE PUBLIQUE DU CRTC

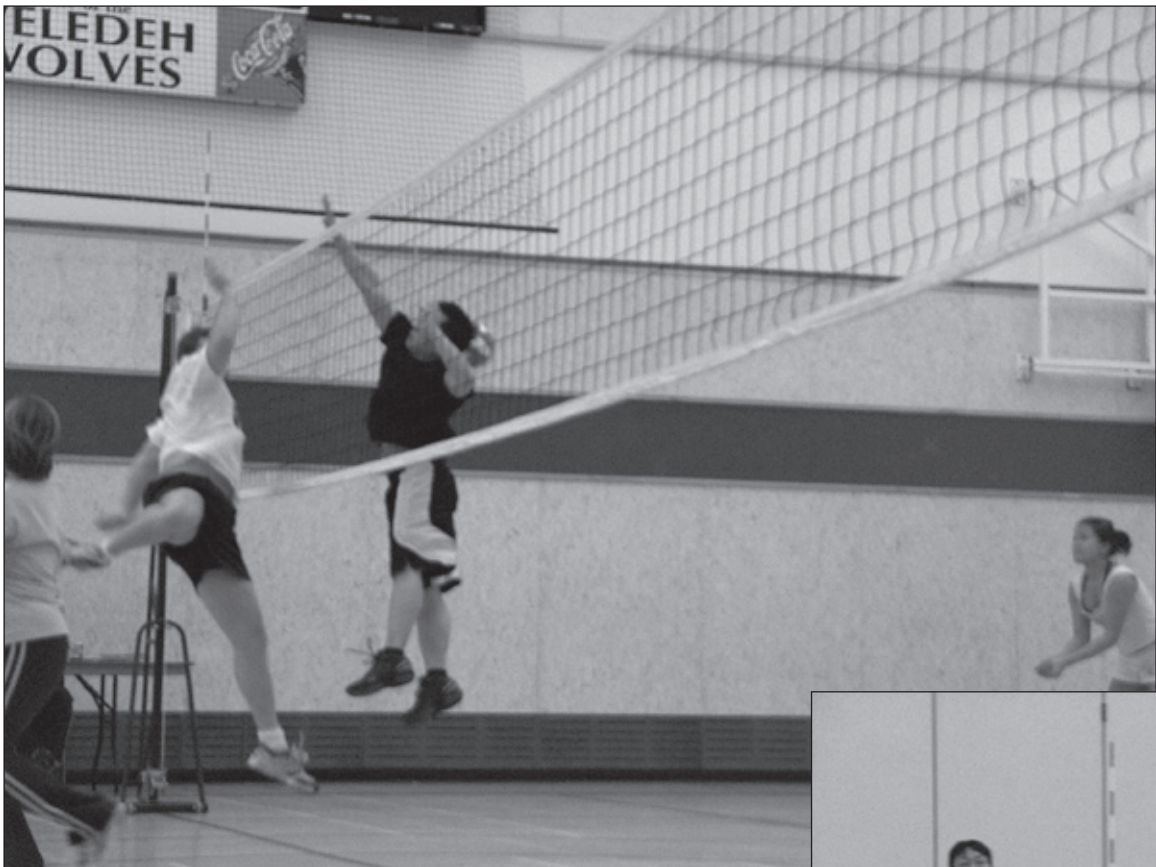
Canada

Le CRTC tiendra une audience publique à partir du 21 mars 2005 à 9 h00, à l'administration centrale, 1, Prom. du Portage, Gatineau (Qc), afin d'étudier les demandes qui suivent. 1. L'ENSEMBLE DU CANADA. CTV TELEVISION INC. (SDEC) demande l'autorisation de procéder à une réorganisation corporative qui aura pour effet de transférer les actifs de l'entreprise nationale de service spécialisé de télévision analogue de langue anglaise connue sous le nom de Talk TV. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis d'audience publique. EXAMEN DE LA DEMANDE : Bell Globemedia Inc., 9, Channel Nine Court, Toronto (Ont.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser **UNE** des façons suivantes : utiliser le lien du «Formulaire d'interventions/-observations» à la section «Instances publiques» du site web du CRTC; ou écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **24 février 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis d'audience publique CRTC 2005-1.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



Eugène Roach et Tho Huynh se livrent un duel aérien.

Isabelle Cormier monte au filet alors qu'Eugène Roach lui fait la passe.



Le grand Eugène portait fièrement son T-Shirt « 100 % Acadien » pour la finale.



Où donc est tombée cette balle? À l'intérieur ou à l'extérieur semble se demander Jacques Angers.

Photos : Batiste W. Foisy

Bibliothèques municipales

Quel usage pour les ressources en français ?

Les livres en français sont là; ce sont les lecteurs qui manquent...

Bastiste W. Foisy

« Je n'entends pas beaucoup parler en français dans la bibliothèque », confie le bibliothécaire de la Yellowknife Public Library, Shad Turner.

Selon le bibliothécaire, les ouvrages en français sont plus souvent empruntés par des anglophones que par les francos, eux-mêmes. « Les personnes qui me demandent du matériel francophone sont presque exclusivement des parents qui ont des enfants dans un programme d'immersion française et qui cherchent des livres pour eux », précise-t-il.

À Hay River, la bibliothécaire de la Centennial Library, Christine Gyapay, fait le même constat : les ressources en français sont peu utilisées et, quand elles le sont, c'est surtout par les anglophones.

Pourtant les livres sont là. Des ouvrages en français sont disponibles dans les bibliothèques de Fort Smith, Hay River, Yellowknife et Inuvik. Selon Shad Turner, les livres en français occupent à peu près 7 % de la collection de la bibliothèque de Yellowknife qui compte près de 60 000 volumes. « Nous avons des livres cartonnés destinés aux très jeunes. Nous avons des livres d'images pour les jeunes lecteurs. Nous avons de la littérature jeunesse. Nous avons des livres-cassettes. Nous avons également des œuvres de fiction et des

ouvrages documentaires destinés aux lecteurs aguerris », énumère fièrement le bibliothécaire.

Désuets ?

Nadia Mohajir, opère la bibliothèque communautaire de l'École Allain St-Cyr. Le mercredi de 17 h 30 à 20

h et le samedi de 11 h 30 à 14 h, elle met des livres francophones à la disposition du public yellowknifien. Contrairement à ses collègues des bibliothèques publiques, Mme Mohajir ne considère pas que son service soit sous-utilisé.

« À la bibliothèque municipale, dit-elle, les livres sont désuets. » Selon elle, c'est la variété et la nouveauté du matériel offert à l'École Allain St-Cyr qui incitent les francophones à se tourner vers la bibliothèque communautaire. « Notre bibliothèque est petite, mais elle est très bien fournie », insiste-t-elle. En plus des livres dont le fonds est renouvelé à chaque année, la bibliothèque de Mme Mohajir offre des ouvrages de références, des disques de musique, des logiciels informatiques et des DVD.

Anglophone originaire de la Colombie-Britannique, Shad Turner admet ne pas être en mesure de juger de la qualité de sa collection francophone. Il affirme vouloir la mettre au goût des lecteurs, mais ignorer ce qu'ils désirent. « Je suis ici depuis un an et demi, raconte le bibliothécaire, et j'ai eu moins de cinq suggestions pour des livres en français. Alors qu'à chaque jour, je peux recevoir cinq ou six suggestions pour des livres en anglais. »

Les ouvrages en français des bibliothèques municipales proviennent pour la plupart de dons de la Bibliothèque nationale du Canada et du GTNO. Ces livres ont été distribués dans les communautés des TNO il y a plusieurs années et le fonds n'a été que peu enrichi depuis ce temps.

Cependant, avec l'aide du Service d'alphabetisation en français des TNO (SAFTNO), la collection francophone de la Yellowknife Public Library pourrait prochainement faire peau neuve. Le coordonnateur du SAFTNO, Martin Dubeau, a approché des réseaux de bibliothèques du

Bastiste W. Foisy

Shad Turner, bibliothécaire



AVIS PUBLIC DU CRTC

Canada

Le CRTC décide de ne pas établir de nouvelles règles pour régir la distribution des services spécialisés au service de base des entreprises de câblodistribution entièrement numérisées pour le moment. Toutefois, il sollicite des propositions pour un cadre de réglementation qui régira la migration à la distribution numérique des services payants et spécialisés distribués en mode analogique. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Vos propositions doivent nous parvenir en utilisant **UNE** des façons suivantes et doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **7 mars 2005** : utiliser le lien du «Formulaire d'intervention/observations» disponible sur le site web du CRTC; envoyer un courriel au: procedure@crtc.gc.ca; écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. De plus, le CRTC proroge également jusqu'au 7 mars 2005 la date limite pour le dépôt des observations concernant les questions soulevées dans les avis publics CRTC 2004-58 et 2004-61. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Documents de référence : Avis publics CRTC 2005-1, 2004-58, 2004-58-1, 2005-58-2, 2004-61, 2004-61-1 and 2004-61-2.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



Territoires du Nord-Ouest

Travaux publics et Services
L'hon. Floyd Roland, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Services de traduction en langues autochtones - Diverses communautés SO50024

Le ministère des Travaux publics et des Services fait une demande de proposition auprès d'entrepreneurs qualifiés pour établir des accords d'offre permanente pour fournir des services de traduction dans les langues autochtones (langues officielles des TNO) au fur et à mesure des besoins.

On peut se procurer les documents auprès de Linda Balkwill, administratrice des contrats, Ministère des Travaux publics et des Services, Bureau régional du Slave Nord; tél.: (867) 873-7662; fax : (867) 873-0218, à partir du 31 janvier 2005.

Les propositions doivent parvenir au plus tard :

à 15 h, heure locale, le 18 février 2005.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.



Territoires du Nord-Ouest

Affaires municipales et communautaires
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Services d'interprétation et de traduction en langue dogrib

Le ministère des Affaires municipales et communautaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, invite les entrepreneurs qualifiés à soumettre une proposition pour fournir des services de traduction et d'interprétation à la communauté tlicho lors de rencontres d'information et d'ateliers à propos de l'Entente des Tlicho et de la *Loi sur le gouvernement communautaire tlicho*.

On peut se procurer les documents auprès de Jason Goudie, agent des achats et des finances, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6^e étage, Northwest Tower, 5201, 50^e Avenue, Bureau 600, Yellowknife NT X1A 3S9; tél.: (867) 873-7542; fax : (867) 873-0373. Quand vous faites référence à cette demande, utilisez le numéro de référence 057017.

Les enveloppes cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée, au plus tard :

à 15 h, heure de Yellowknife, le 11 février 2005.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.

Québec qui font des dons de livres. « Je leur ai demandé si nous pouvions bénéficier de leur programme de dons et ils m'ont dit «oui, bien sûr» », raconte M. Dubeau.

« Martin, Renchérit Shad Turner, s'est proposé de m'aider à éplucher les catalogues de livres pour m'aider à faire des commandes. Car, franchement, je ne sais pas quoi choisir. Je pourrais me restreindre aux listes de *best-sellers*, mais je ne veux pas faire ça. »

« Ce qui serait bien, poursuit-il, c'est qu'une personne puisse faire le tour de notre collection et nous dire, s'il le faut, «débarrassez-vous de tout parce que personne ne lira ça». Pour monter une bonne collection, il ne suffit pas de faire entrer les bons livres ; il faut aussi faire sortir les mauvais. »

Il ne faudrait cependant pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Selon Martin Dubeau, on retrouve des trésors parmi les livres en français des bibliothèques municipales des TNO. « À Yellowknife, s'enthousiasme-t-il, j'ai trouvé des pièces de théâtre de Réjean Ducharme ! À l'Université Laval, à Québec, ces livres-là ne peuvent pas sortir de la bibliothèque parce qu'ils sont considérés trop rares. »

En attendant, Shad Turner exhorte les francophones à se faire voir dans les bibliothèques. « Venez me voir. N'hésitez pas à m'aborder, à me dire ce que vous recherchez et à me faire des suggestions. »



Batiste W. Foisy

Le Fils est un film éprouvant.

Cette perle cinématographique signée Jean-Pierre et Luc Dardenne (*Rosetta*) vous fera battre le cœur. Battre d'énervement d'abord, parce que c'est un *thriller*, mais battre de passion aussi parce que c'est une histoire d'amour. D'amour intense.

Les frères Dardenne, qui sont à bien des égards le pendant Belge de frères Cohen, ont à nouveau relevé le tour de force de faire du cinéma à la fois passionnant et intimiste. Cette histoire, d'un menuisier qui prend pour apprenti un jeune qui, tout à coup, le fascine



étrangement à la splendeur intrigante des récits de Pedro Almodovar.

C'est avant tout l'histoire d'un isolement, celui d'un homme orphelin de son fils, qui a choisi de s'entourer du bruit de l'usine pour masquer le terrible vide qui a accompagné la mort de l'enfant. Cet isolement, les frères Dardenne le filment à bras le corps, par le biais d'une mini caméra permettant de suivre le personnage dans un parcours mental représenté par les couloirs



de l'entreprise. Par cette manière nouvelle de filmer, les deux cinéastes réussissent à glisser autour de lui, à pénétrer son inconscient, à signifier sa douleur sans le moindre effort. Ils réussissent surtout à nous chavirer.

Tout dans ce film est désarmant. La performance éblouissante d'Olivier Gourmet qui tient le premier rôle, n'est pas en reste. Son jeu feutré nous fait sursauter d'ébahissement alors que, de regard en regard, il nous révèle

l'intrigue inavouable de cette histoire. Face à une performance aussi fluide, force est de constater que le jury du festival de Cannes n'avait pas eu tort de lui décerner le prix de la meilleure interprétation masculine, damant le pion à notre Rémy Girard.

Ce film est humaniste, complexe, intense et plus que tout sublime. Si vous ne pouvez voir qu'un seul film au Ciné-club cette année, allez voir *Le Fils* !

Le Fils sera projeté à l'école Allain st-cyr, mercredi le 10 février, à 19h30. C'est gratuit, précipitez-vous.

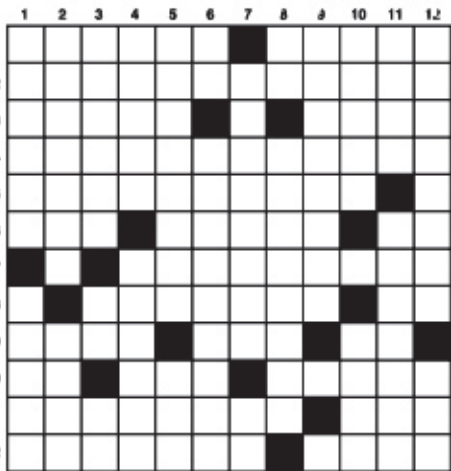
Crédit photos: Productions Diaphana



MOTS CROISÉS

Les mots croisés de chez nous

PROBLÈME NO 841



HORIZONTALEMENT

- 1- Têtes. — Brochure de propagande.
- 2- Recensera et inscrira dans un registre.
- 3- Superpose. — Se dit de marchandises sans emballage.
- 4- Effrayaient vivement.
- 5- Situations que l'on ne peut soutenir.
- 6- Dévoilée. — Mouvoir vers soi. — Dans la cale.
- 7- Elle produit de la résine.
- 8- Messagers. — Doublee.
- 9- Cause. — Préfixe signifiant égalité. — Dans le rein.
- 10- Avant-midi. — Entourée d'eau. — Presses.
- 11- Supposer. — Il prend fin à la mort.
- 12- Aptitudes naturelles. — Montréal et Laval en sont.

VERTICALEMENT

- 1- Personne stupide. — Du verbe aller.
- 2- Punition. — Prénom féminin.
- 3- Entretien particulier. — Dans la honte. — Dans la cale.
- 4- Entremets au chocolat. — Écrit sous une forme déterminée.
- 5- Épuiser. — Plante cultivée pour ses fibres textiles.
- 6- Saint. — Accomplissaient.
- 7- Personnage bizarre. — Existes.
- 8- Une lettre les sépare en sens inverse. — Aux environs.
- 9- Il y en a plusieurs qui se jettent dans le Saint-Laurent.
- 10- Ventilés. — Semblable.
- 11- Trou servant d'arrêt. — Qui subit un siège.

- 12- Relatifs au toucher. — Possessif.

RÉPONSE DU NO 840



Horoscope

SEMAINE DU 6 AU 13 FÉVRIER 2005

ANNIVERSAIRES:

- 7 février JULIETTE GRECO (Verseau-Chat)
9 février MIA FARROW (Verseau-Singe)



Bélier

BÉLIER

Vous commencez à voir qu'il est vraiment temps que vous changiez plusieurs choses dans votre existence. Cela vous demande beaucoup de réflexion. Vous êtes apte à mieux vous faire comprendre.



Taureau

TAUREAU

Vous voulez aller vers des choses magnifiques. Cela sera possible. La planète Vénus vous donne le sens de l'esthétique. Cela vous épanouit.



Gémeaux

GÉMEAUX

Vous pouvez très bien mieux voir ce qui est valable pour vous. La planète Jupiter renforce votre jugement. Tout prend un sens différent du passé.



Cancer

CANCER

Vous voulez à tout prix que tout devienne meilleur. Vous allez vers ce qui vous plaît. Tout est en grand changement pour vous.



Lion

LION

Vous voulez faire comprendre à ceux que vous aimez des choses qui sont essentielles pour vous. Cela vous donnera une grande paix. N'en doutez pas.



Vierge

VIERGE

La planète Saturne fait que vous êtes très sérieux face à des questions d'ordre moral. Vous voulez que tout soit honnête pour vous. Vous allez vers de la paix.



Balance

BALANCE

Vous commencez à mieux comprendre les besoins des autres. Cependant, vous n'êtes pas obligé de tous les satisfaire. Pensez beaucoup à ce que les choses soient réciproques.



Scorpion

SCORPION

Vous pouvez très bien vous faire comprendre au plan émotif. Vous êtes capable de vraiment faire les choses avec bonheur. Soyez-en convaincu.



Sagittaire

SAGITTAIRE

Vous avez besoin d'extérioriser plusieurs de vos sentiments. Cela vous apprend à mieux dépasser ce qui a été trop difficile pour vous.



Capricorne

CAPRICORNE

Vous devenez beaucoup plus fort intérieurement. Vous allez vers des situations magnifiques. Vous êtes très apprécié. Voyez-le.



Verseau

VERSEAU

Vous voulez que tout soit vécu avec noblesse. Vous ne voulez pas être mal compris. Soyez très franc dans tous les secteurs de votre vie.



Poissons

POISSONS

Vous devenez beaucoup plus libre face à des choses du passé. Cela vous rend heureux et vous aide à vivre. Vous le constaterez avec bonheur.